



Contre-jour

Indonésie

Renaissance de la société civile ou sauve-qui-peut général ?

par Romain Bertrand

depuis l'annonce, par le président B. J. Habibie, de la tenue d'élections libres en mai 1999, une myriade de nouvelles forma-

tions politiques ont vu le jour à Jakarta. Groupuscules porteurs de revendications particularistes, comme le Parti des personnes âgées, ou cénacles d'intellectuels soucieux de redonner vie à un débat public national, comme le Groupement pour la justice et l'unité nationale, la plupart de ces quelque quatre-vingt-dix nouvelles organisations ne franchiront vraisemblablement pas la barrière des conditions imposées par le législateur. Le projet de réforme de la loi électorale proposé à la mi-octobre par la Commission électorale prévoit, en effet, que seuls les partis disposant de branches régionales dans plus de la moitié des 27 provinces de l'archipel auront le droit de solliciter le suffrage des électeurs, et que seuls ceux qui auront recueilli plus de 10 % des voix seront autorisés à se représenter lors du scrutin de 2003. Le Parti du mandat national (Partai Amanat Nasional) d'Amien Rais, le Parti du redressement national (Partai Kebangkitan Bangsa) d'Abdurrahman Wahid, le Parti démocrate indonésien-Combat (Partai Demokrasi Indonesia Perjuangan) de Megawati Sukarnoputri et le Golkar d'Akbar Tanjung, qui seuls disposeront au moment du scrutin de solides réseaux militants nationaux, se partageront donc l'essentiel des sièges à pourvoir. Quant au nombre de sièges réservés aux forces armées à la Chambre des représentants du peuple, il reste fixé à 75, son niveau depuis 1995.

Mais les hauts et les bas de la répression conduisent à s'interroger, au-delà des futurs compétiteurs, sur les enjeux d'une mobilisation politique des masses rurales et urbaines alors que les dispositifs mêmes de contrôle des territoires ne sont plus opérationnels en de nombreux points de l'archipel. Le discrédit que l'« affaire Prabowo » et la découverte des charniers d'Aceh¹ en juillet 1998 avaient jeté sur l'armée et qu'a encore renforcé le bilan humain des affrontements de novembre, fragilise l'armature sécuritaire de l'État. L'opprobre affecte désormais les forces de

police, pour le plus grand profit des malfaiteurs². L'administration locale se disloque sous les chocs successifs des scandales de corruption. Or l'absence de confiance dans l'État, couplée à un essor sans précédent de la criminalité, est un facteur hautement préjudiciable à la tenue d'élections libres et pacifiques. Si l'univers calfeutré des élites jakartanaises vit pour l'heure au rythme des rumeurs d'alliances et de mésalliances, l'arithmétique des coalitions, signe extérieur du passage au multipartisme, semble n'éveiller qu'un intérêt limité parmi le petit peuple des faubourgs et des campagnes, pour qui la survie économique prime pour l'instant toute considération idéologique.

Les élections de cette année, pour autant qu'elles aient lieu conformément aux promesses à répétition de la Commission électorale, constitueront le premier scrutin libre en Indonésie depuis 1955. La « Démocratie guidée » du président Sukarno, inspirée des théories liberticides du mouvement nationaliste javanais³, avait, à partir de 1959, substitué au principe de la représentation délégative celui d'une représentation « incarnative » abolissant toute médiation partisane des préférences du corps citoyen au nom de la préservation de l'unité nationale, mise en péril dès l'indépendance par de vastes mouvements sécessionnistes. Né dans le sang d'un gigantesque massacre anticomuniste et voué au culte de la prospérité future, le régime du général Suharto, baptisé Ordre nouveau, s'est quant à lui évertué depuis 1971 à conserver l'apparence de la légalité démocratique en organisant, tous les cinq ans, des « élections » dénommées *Pesta-pesta demokrasi* (Fêtes de la démocratie) auxquelles, par le jeu d'une vaste « simplification » de l'échiquier politique, seuls trois partis étaient autorisés à participer, et qu'un seul d'entre eux, le Golkar, était autorisé à remporter. Joutes de pacotille dont l'administration locale et les forces armées assuraient avec zèle l'heureux dénouement plébiscitaire, ces Fêtes étaient pensées comme l'exacte antithèse du modèle occidental de l'élection concurrentielle. La discordance idéologique se trouvait proscrite au nom du commun dévouement à la réalisation de la « philosophie de l'État », les cinq principes ou Pancasila, que toute organisation de masse dut, à partir de 1983-1985, adopter comme « seul fondement » de son action. La désignation du Président, dans une Assemblée où près d'un tiers des sièges était réservé aux militaires, se jouait bien avant que les députés ne siègent⁴. Les humoristes n'ont d'ailleurs pas manqué de tourner en ridicule la docilité intéressée des députés en leur attribuant une palme d'excellence dans la « science des cinq D » : venir, s'asseoir, écouter, se taire, empocher (*datang, duduk, dengar, diam, duit*)⁵. Lors même de la mise en acte du droit de vote, subornation pécuniaire et pression policière assuraient la victoire du parti gouvernemental, le Golkar, qui ne ralliait jamais moins de 60 % des suffrages. Durant plus de quatre décennies, l'Indonésie n'a donc connu qu'une version parodique, grotesque, du principe représentatif, réduit à l'acclamation du pouvoir de fait.

Cela explique peut-être pour partie la méfiance des populations rurales à l'encontre des nouvelles formations partisans. Au nom de la théorie dite de la « masse flottante », nulle organisation autre que le Golkar n'avait jusqu'à présent le droit d'entretenir une présence politique dans les villages, en dehors de brefs interludes participatifs quinquennaux. L'éducation politique des masses rurales s'en est trouvée retardée d'autant. Le souvenir des purges sanglantes de 1965-1966, méticuleusement ravivé par les propagandistes de l'État suhartien au fil des décennies, a par ailleurs contribué à associer durablement dans les esprits compétition politique et carnage. Car l'Ordre nouveau a peint la démocratie « libérale » aux couleurs du chaos, en proposant une version apocalyptique de l'histoire de l'expérience parlementaire des années cinquante.

Mais le désintérêt, feint ou sincère, du petit peuple des campagnes à l'égard des intrigues politiciennes de la capitale s'explique encore et surtout par l'absence, dans les plates-formes des dizaines d'organisations qui ont fleuri ces derniers mois, de tout programme économique cohérent. Dès lors, la nostalgie du passé révolutionnaire, qui se manifeste notamment par une floraison de T-shirts et d'affiches à l'effigie de Sukarno, offre une échappatoire fantasmagorique hors du marasme économique. La tombe du Proklamator, à Blitar, est devenue au fil des années quarante-vingt et quatre-vingt-dix le lieu de pèlerinage le plus prisé des Javanais. Le 20 juin 1998, date anniversaire de la mort de Sukarno, des foules immenses s'y sont rendues, obligeant les autorités municipales à aménager en toute hâte de vastes centres d'hébergement provisoire. L'appel à la figure tutélaire de Bung Karno (Karno le Bien-aimé), fondateur de la république mais surtout « porte-parole du peuple » comme le rappelle son épitaphe, est une tentative de conjuration du désastre économique. Parce que l'on prêtait de son vivant à Sukarno des pouvoirs surnaturels, chacun essaye, en séjournant près de sa dépouille de la même manière que les ascètes auprès des tombeaux de saints de l'Islam, de s'approprier une parcelle de son aura. En ces temps de grande incertitude, le mysticisme javanais, centré sur l'interprétation des auspices et la quête de la puissance spirituelle, donne plus que jamais sens à une réalité évanescence. Le magazine *Misteri*, spécialisé dans « l'investigation du surnaturel », affirme ainsi que « Suharto appartenait à un commando de démons »⁶. Le détour par l'invisible permet d'exorciser le passé...

Ce regain de religiosité politique prend racine dans un sentiment d'insécurité qui ne cesse de croître. Insécurité économique, tout d'abord. La Banque mondiale estimait, en juin 1998, que près de 50 millions d'Indonésiens, environ le quart de la population de l'archipel, avaient une consommation quotidienne de calories et de vitamines insuffisante pour les soustraire au risque de carences nutritionnelles graves ; et l'Organisation internationale du travail prédisait que, à la fin de 1998, 5,4 millions de salariés auraient perdu leur emploi – soit un rythme moyen de

15 000 licenciements par jour. Les émeutes antichinoises du printemps et de l'été ont par ailleurs désorganisé la plupart des réseaux de distribution de riz et de denrées de première nécessité à Java Centre et Java Est. Le saccage des épiceries sino-indonésiennes, longtemps toléré par les forces policières dans le vain espoir de détourner l'ire populaire des sommets de l'État, se paye aujourd'hui du prix fort de la spéculation céréalière. Le kilo de riz de qualité moyenne se monnayait environ 1 500 roupies à Yogyakarta en janvier 1998. C'était devenu une aubaine rare, à la fin de l'été, de se le procurer à moins de 3 600 roupies (soit environ 60 % du salaire quotidien d'un conducteur de cyclo-pousse ou d'un ouvrier). Dans ces conditions, une part croissante des habitants des faubourgs urbains et des campagnes se détournent dédaigneusement des surenchères idéologiques auxquelles se livrent, dans les grandes cités, les ténors autoproclamés de la Reformasi⁷. Un artisan de Yogya résume ainsi le sentiment général en s'exclamant, à la lecture du *Jawa Pos* : « Trop de politique, pas assez de nourriture ! ».

Sentiment d'insécurité physique, ensuite. L'accroissement sensible des actes de petite délinquance en milieu urbain suscite, parmi les classes moyennes, une attente sécuritaire forte, dont le *Jakarta Post* s'est fait, cet été, l'écho. « Il nous faut un État fort pour surmonter la crise », écrivait dans le courrier des lecteurs un dirigeant d'entreprise, témoignant ainsi de l'antiparlementarisme latent du milieu entrepreneurial. Les cas d'agression d'automobilistes aux carrefours excentrés de la capitale ont fourni prétexte au projet de création de huit nouvelles compagnies mobiles de police, les *Perintis Shabara*⁸, qui évoquent pour le petit peuple les escadrons anti-émeutes (Pasanhuha : *Pasukan Anti Huru-Hara*) de sinistre mémoire. La crise économique, qui a rendu prohibitifs les frais de scolarité, a de surcroît jeté dans les rues des dizaines de milliers d'enfants, quêtant aux abords des complexes commerciaux de Jalan Thamrin et du Plaza Indonesia, chantant dans les autobus ou vendant à la criée des photocopies bon marché de tabloïds⁹. La prostitution, enfin, a connu un essor sans précédent au fil du dernier semestre : la « Société indonésienne des enfants libres » de Yogya l'évaluait, cet été, au chiffre effarant de 650 000, dont 30 % d'enfants¹⁰. Plus de cent nouvelles entrées en prostitution auraient lieu chaque mois, dont une forte majorité à Jakarta et à Surabaya. Outre que ce phénomène pose de sérieux problèmes de contrôle épidémiologique¹¹, il favorise l'insertion de familles à très faibles revenus dans les circuits du crime organisé.

Les campagnes, parfois présentées comme des havres de paix où les exclus du partage urbain trouveraient asile, ne sont pas épargnées par ce phénomène d'entrée en illégalité. En milieu rural, le désintérêt grandissant pour la chose publique, compréhensible en situation de sous-nutrition chronique, s'accompagne de la multiplication de situations de vacance administrative telles que, en certains endroits, tout rapport à l'État se trouve aboli. Le discrédit de l'État n'est certes pas

un phénomène nouveau en Indonésie¹². La corruption des institutions administratives, centrales et périphériques, constituait même l'une des plaies endémiques de l'Ordre nouveau¹³. Récemment encore, les scandales liés aux malversations les plus diverses ont acculé deux gouverneurs de province et de nombreux fonctionnaires locaux à la démission¹⁴. Mais jamais, depuis les années cinquante, la haine de l'État n'avait mené à son éviction pure et simple. Or aujourd'hui, dans les campagnes de Java Est et Centre, des centaines de villages vivent hors de tout contrôle administratif. Les autorités locales (chefs de village et même chefs de district) ont été chassées, à coups de pierres ou par la menace, de leurs bureaux et de leurs demeures – préalablement pillés et saccagés. Accusés de s'être indûment enrichis aux dépens de leurs concitoyens, de nombreux *lurabs* (chefs de village) n'ont eu d'autre choix que de prendre la fuite. Celui de Cilacap (Java Centre) aurait gagné Sumatra Ouest pour échapper à la fureur vengeresse des villageois. Aux alentours de Malang et de Solo, plus de cent cinquante villages vivaient ainsi en complète autarcie politique, sous la houlette de lettrés coraniques ou de comités populaires improvisés. En juillet dernier, trente-sept chefs de village de Java Centre, pris à partie par des foules en colère, présentaient leur démission aux autorités de district¹⁵.

L'absence prolongée de contrôle policier et de régulation administrative ouvre à son tour la voie au vol et à la contrebande. Le 13 juillet, 2 000 personnes vidaient les étangs à crevettes des usines agro-alimentaires de Pekalongan. Le 8 août, un millier de villageois entreprenaient de récolter pour leur propre compte le café d'une des grandes plantations de la région. À Bondowoso, le 26 août, ce sont 150 tonnes de riz qui sont dérobées. Près de Tegal, plus de 160 000 poulets d'un élevage privé sont abattus par les habitants de six villages environnants¹⁶. À Java Est, les forêts de teck sont ainsi rasées, les bassins piscicoles « nettoyés », les greniers à riz pris d'assaut, parfois en plein jour, par des bandes de pillards de mieux en mieux organisées, qui bénéficient probablement de facilités de recel auprès des gangs urbains de Surabaya. L'augmentation de la criminalité rurale est un indice sûr du retrait de l'État. Pour se prémunir contre la rapine et le cambriolage, de nombreux villages ont réinstitué des patrouilles de nuit et embauché, au sein de milices communales, les mauvais garçons locaux¹⁷. Les *jago*, ces voyous experts en arts martiaux qui servaient autrefois d'auxiliaires à la police, refont ainsi leur entrée sur la scène politique locale.

Faut-il interpréter la prolifération et la diversification des entrées en illégalité comme le signe d'une dépolitisation sans issue de groupes sociaux aux portes de la misère ? Il convient bien plutôt d'y voir des tactiques et des stratégies de survie témoignant d'une forte capacité d'adaptation à un environnement incertain et hostile. Le militantisme politique sous une forme conventionnelle, telle que la distribution de tracts, la participation à une réunion syndicale ou à un défilé protestataire, n'est jamais une valeur sûre tant que les règles du jeu ne sont pas claires.

En conséquence, beaucoup de petits paysans et de familles démunies des faubourgs de Jakarta expriment leur aversion à l'encontre de l'État et de la classe politique renaissante en assumant et en banalisant des comportements de fraude qu'ils auraient naguère désapprouvés. Le pillage collectif d'une forêt de teck, tout comme la mendicité au pied des buildings, ont une signification politique intrinsèque. Même si le contournement systématique de la loi ne constitue pas, tant s'en faut, un signe de maturité citoyenne, les entrées en illégalité valent toujours, par l'acceptation du risque de sanction qu'elles comportent, entrées en politique. Chemins buissonniers d'une intégration contrariée à la *polis*, les attitudes délictueuses diffèrent le rejet insurrectionnel de l'État. En ce sens, la situation dans les campagnes de Java Est et Centre apparaît bien plus préoccupante que l'essor de la petite délinquance urbaine, parce que l'appropriation illégale des biens privés y est couplée à une volonté explicite de s'extraire totalement de la juridiction administrative du pouvoir central.

Le général Wiranto lui-même, le 14 septembre dernier, a clairement exprimé ses craintes de voir « l'État et le gouvernement [...] se disloquer ». Bien que le thème de la catastrophe imminente ait toujours été utilisé par les militaires indonésiens pour se faire pardonner leurs intrusions dans la vie politique nationale, l'aveu a ici quelque chose d'effrayant. Car la ferveur « populiste », lorsqu'elle entre en conjonction avec le déni d'État et le discrédit de la classe politique, mène rarement à la routine démocratique et à la tolérance intercommunautaire, mais bien plus sûrement à la xénophobie. L'entrée en illégalité de pans toujours plus étendus de la population pauvre des faubourgs et des campagnes – par les voies de la prostitution, du pillage ou de la contrebande – s'enracine dans un rejet profond et durable de l'État, c'est-à-dire non seulement des institutions bureaucratiques et policières, mais également de tout projet de gestion administrative de la société. De même que les milices privées se substituent aux forces de l'ordre pour assurer la protection des communautés villageoises, des réseaux d'entraide et de bienfaisance, souvent animés par les branches locales des associations islamiques (*Muhammadiyah* et *Nahdlatul Ulama*), prolifèrent pour pallier l'absence de protection sociale. La prévention du sida et des MST, ailleurs priorité de santé publique, échoit de même à des organisations privées, comme l'association *Gaya Nusantara* de Surabaya. L'échec patent de l'État à répondre au désarroi social né de la crise économique redonne donc un rôle de premier plan aux initiatives communautaires. Ce processus a indéniablement une conséquence positive : il ressuscite l'entrepreneuriat extra-gouvernemental et restaure par là-même la capacité d'organisation autonome des quartiers et des villages. Mais il a aussi des effets négatifs : à terme, il empêche la constitution d'un espace public national en ravivant les tentations autarcistes et, de ce fait, les rivalités infra-politiques les plus meurtrières.

1. Prabowo Subianto, gendre du général Suharto et ex-commandant en chef des Kopassus, a été accusé au mois de juillet 1998 d'avoir commandité l'enlèvement et la torture de dix-sept dissidents supposés du régime. À Aceh, la province Nord-Ouest de Sumatra, dans laquelle l'armée a mené de lourdes opérations de répression entre 1989 et 1992, plusieurs charniers de civils ont en outre été découverts.
2. Entre juillet et novembre 1998, plus de cent cinquante assassinats barbares ont été perpétrés à Java Est (dont vingt-cinq dans la seule ville de Pekalongan) par de mystérieux commandos cagoulés baptisés « Ninjas » par la presse. La population fait aujourd'hui si peu confiance à la police qu'elle a lynché trois détectives aux prises avec un malfaiteur qui avait eu la judicieuse idée de crier « au Ninja » (« Three detectives killed as Ninjas », *Tempo*, 11.11.1998 ; « Isu Ninja Bibantah », *Jawa Pos*, 13.11.1998).
3. Sur ce point, voir David Reeve, *Golkar of Indonesia : An Alternative to the Party System*, Kuala Lumpur, Oxford University Press, 1989.
4. Pour de vivantes descriptions d'une *Pesta Demokrasi*, se reporter à John Pemberton, « Notes on the 1982 general elections in Solo », *Indonesia*, Cornell UP, n° 41, 1986, pp. 1-22. Pour une analyse de la logique unanime de ce type de scrutin, voir Pierre Labrousse, « Chronique d'élections annoncées », *Archipel*, EHESS, n° 46, 1993, pp. 25-41.
5. Voir la caricature de Pramono R. Pramodjo dans le « Dossier Indonésien » du site Internet du CERI : www.ceri-sciencespo.com
6. *Misteri*, n° 216, 20.08 / 04.10.1998.
7. Pour un point récent sur les conditions économiques dans les campagnes javanaises, voir Jose Manuel Teroso, « Descent to chaos », *Asiaweek*, 25.09.1998, pp. 24-28 ; et Jan Breman, « L'illusoire retour à la terre en Indonésie », *Le Monde diplomatique*, n° 535, oct. 1998, p. 27.
8. *The Jakarta Post*, 29.07.1998, p. 3, et 31.07.1998, p. 2.
9. Sur les « enfants des rues », voir *The Jakarta Post*, 30.07.1998.
10. *The Jakarta Post*, 26.07.1998, pp. 2, 4, 5 et 7.
11. Voir l'article éclairant de Laurence Husson, « Le VIH en Indonésie : un virus de bord de route, lié aux migrations », *Migrations et Santé*, juin 1998, vol. XIV, n° 1.
12. Pour une tentative d'interprétation de ce fait dans la « longue durée », nous nous permettons de renvoyer à Romain Bertrand, « Asal Bapak Senang. Le gouvernement pastoral comme matrice et alibi de la privatisation de l'État en Indonésie », dans Béatrice Hibou (dir.), *La Privatisation de l'État*, Paris, Karthala, à paraître en 1999.
13. Sur ce point, voir Ongbokam, « Corruption : the old name was tribute », *The Jakarta Post*, 23.06.1983.
14. *Fakta*, n° 357, 15.08.1998, pp. 23 et 31.
15. *Surabaya Pos*, 24.07.1998.
16. *Republika*, 18.06.1998.
17. *Jawa Pos*, 18.09.1998.